

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**GAEC LUMINEAU CHARRIER**

**LA TURPINIERE et LE GUITTION**

**LA FLOCELLIERE**

**85700 SEVREMONT**

**Nos Références : 22-0051 MP/BB**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement GAEC LUMINEAU CHARRIER implanté à LA TURPINIERE et LE GUITTION, La Flocellière à SEVREMONT (85700). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC LUMINEAU CHARRIER
- LA TURPINIERE et LE GUITTION, La Flocellière - 85700 SEVREMONT
- Code AIOT dans GUN : 0058501322
- Régime : autorisation

L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 17-DRCTAJ/1-607 du 31 août 2017 pour :

- un élevage de volailles au titre de la rubrique 3660-a de la nomenclature ICPE comprenant 202240 emplacements dans 4 bâtiments sur le site de "la Turpinière" et 32 000 emplacements dans 1 bâtiment sur le site "le Guittion",
- un élevage de 100 vaches allaitantes déclaré au titre de la rubrique 2101-3 avec sur le site de "la Turpinière" 80 vaches allaitantes, 45 génisses 50 broutards et 3 reproducteurs et sur le site de "la Bréchoire" 20 vaches allaitantes et 50 génisses.

L'exploitation est également répertoriée pour :

- un stockage de 15,2 tonnes de gaz au titre de la rubrique 4718-2 (déclaration avec contrôle périodique),
- un stockage de 5402,5 m<sup>3</sup> de paille/fourrage au titre de la rubrique 1530-3.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification des effectifs,
- stockage et gestion des effluents,
- risques incendie et sécurité,
- stockage et gestion des produits dangereux,
- déchets,
- eau, ... .

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	conforme
Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	conforme
Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	conforme
Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	conforme
Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	/	conforme
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	conforme
Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	conforme
Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	conforme
Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	conforme
Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	/	conforme
Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	/	conforme
Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	/	conforme
Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	/	conforme
Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	conforme
Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	/	conforme
Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	conforme
Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	conforme
Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés n'ont pas fait l'objet de constats d'anomalies et ne sont pas suivis de suites.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre des risques (art. 14) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li><li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li><li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li><li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li><li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les effectifs de volailles relevés le jour du contrôle sur les bordereaux de livraison des lots en cours sont de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 7440 dindons dans le bâtiment C (site "le Guittion")</li><li>- 17791 poulets dans le bâtiment A (site "la Turpinière")</li><li>- 21344 poulets dans le bâtiment B (site "la Turpinière")</li><li>- 13200 dindons dans le bâtiment D (site "la Turpinière")</li><li>- 31620 poulets devant rentrer le lendemain dans le bâtiment E (site "la Turpinière")</li></ul> soit au total 91395 emplacements de volailles et 132 675 animaux équivalents volailles. Ces effectifs sont conformes à ceux autorisés. Les effectifs de bovins relevés sur la base de données SIGAL renseignée par la BDNU sont de 100 femelles de plus de 3 ans, correspondant à ceux répertoriés (100 vaches allaitantes réparties sur les sites de "la Turpinière" et de "la Bréchoire").
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage et propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> L'exploitation et ses abords sont correctement entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.  Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Les locaux visités sont propres. La dératisation est assurée par un prestataire extérieur (CTH) avec une intervention 4 fois par an. La désinsectisation est assurée par les exploitants à chaque vide sanitaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> Les fumiers de volaille sont soit épandus directement, soit exportés sans stockage préalable. Les fumiers de bovins sur le site de "la Turpinière" sont stockés dans une fumière couverte avec pente inversée d'une surface de 320 m². A "la Bréchoire" (site non visité et vide d'animaux selon les exploitants), les fumiers sont stockés sur une fumière non couverte de 126 m² et les lixiviats et purins sont collectés dans une fosse couverte de 20 m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Accessibilité de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :** Les accès à l'exploitation sont dégagés et fléchés (accès bureau, accès élevage...). Un plan général de l'exploitation est affiché à l'entrée du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :** Chacun des trois sites dispose d'un moyen de défense extérieur contre l'incendie validé par le SDIS lors de l'enquête publique de 2017, à savoir :

- un poteau incendie et un forage sur le site de la Turpinière,
- une réserve d'eau de plus de 120 m<sup>3</sup> sur le site du Guittion,
- une réserve d'eau de plus de 120 m<sup>3</sup> sur le site de la Bréchoire.

Un extincteur est présent dans chaque sas sanitaire des bâtiments d'élevage de volaille et 2 sont installés dans l'atelier à la Turpinière. Leur dernière vérification date du 24 mars 2021.

Les vannes de barrage de gaz sont dans des boîtiers sous verre dormant, à l'extérieur des bâtiments.

Les numéros d'appel d'urgence sont affichés dans les sas sanitaires de chaque bâtiment d'élevage de volaille.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques et techniques – Plans – FDS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

**Constats :** Le plan des zones à risques d'incendie ou d'explosion et les fiches de données de sécurité des produits dangereux sont intégrés dans un classeur dénommé "registre des risques".

Ce classeur comprend également les justificatifs des installations électriques et techniques.

Le dernier contrôle des installations électriques réalisé par l'APAVE date du 17 novembre 2021 (Q18) et du 22 novembre 2021 (Code du travail). Aucune non conformité n'y est mentionnée.

Le dernier contrôle du groupe électrogène réalisé par la société KOHLER de CHOLET a été réalisé le 17 décembre 2021 et mentionne en conclusion "aucune non conformité".

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Nom du point de contrôle :** Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :** Les 2 cuves à fioul de 1000 litres chacune sont stockées sur un bac de rétention.

Les produits liquides (produits de nettoyage et de désinfection, produits de désinfection de l'eau...) sont stockés sur un bac de rétention. Il a toutefois été constaté la présence de quelques bidons de produits de nettoyage et de désinfection en attente dans les sas sanitaires stockés à même le sol. Cette dernière non conformité a été suivie d'une action corrective immédiate. Les preuves photographiques ont été communiquées à l'inspectrice à la suite du contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

**Constats :** L'alimentation en eau de l'exploitation est assurée par un forage déclaré et le réseau public d'adduction. Le dispositif de disconnexion est muni d'un clapet anti-retour.

La conduite d'eau du forage dispose d'un compteur volumétrique.

Les prélèvements sont enregistrés (MTD 5). Le dernier enregistrement a été réalisé le jour du contrôle (photographie du relevé de compteur à la suite du contrôle).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Stockage des effluents en zone vulnérable

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III

**Prescription contrôlée :**

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.

**Constats :** Les capacités de stockage des effluents ont été calculées lors du dossier de demande d'autorisation de 2017 et ont alors été jugées suffisantes.

Il n'y a pas eu de stockage au champ en 2021 (MTD 14 et 15).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle : Mise à jour du plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
<b>Constats :</b> Le plan d'épandage a été mis à jour récemment (en 2021) après reprise de 24 ha supplémentaires et entrée dans le GAEC d'un nouvel associé. Les exportations chez le prêteur de terres sont stoppées. Les exportations vers la station de compostage sont maintenues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;</li><li>- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.</li></ul>
<b>Constats :</b> La ventilation est telle que décrite dans le dossier de réexamen, MTD 31 : dynamique dans les bâtiments A, B, D et E ; Statique dans le bâtiment C.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;</li><li>- trier, recycler, valoriser ses déchets ;</li><li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les déchets sont stockés à l'abri des envols. Ils sont triés et recyclés : le jour du contrôle un remorque de tracteur était chargée de déchets (bâches, sacs...) destinés à la collecte pour recyclage (ADIVALOR).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les volailles mortes sont stockées en attente de l'enlèvement par l'équarrisseur sur le site de "la Turpinière" dans 2 congélateurs. Au moment du ramassage, elles sont mises dans 2 bacs dédiés à l'entrée du site afin que le camion ne pénètre pas dans l'élevage pour des raisons sanitaires. Les bons d'enlèvement sont disponibles sur le site par voie dématérialisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35

**Prescription contrôlée :**

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

**Constats :** Les déchets (bâches, sacs, bidons...) sont collectés et font l'objet de bordereaux de reprise par ADIVALOR. Le dernier bordereau date du 18 novembre 2021.

Les déchets médicamenteux sont repris par le cabinet vétérinaire et font l'objet de bordereaux de reprise.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## Nom du point de contrôle : Cahier d'épandage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37

**Prescription contrôlée :**

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :** Les derniers documents d'autosurveillance de la fertilisation ont été vérifiés.

Il n'a pas été constaté d'anomalies concernant les périodes autorisées pour l'épandage.

Les objectifs de rendement sont calculés à partir de la moyenne "olympique" des 5 dernières années.

Les exploitants réalisent des analyses de sols sur la matière organique, mais pas de reliquat sortie d'hivers (RSH). Il est utilisé un RSH issu du réseau régional qualifié (GREN). La valeur retenue pour chaque parcelle est indiquée dans le cahier d'enregistrement des pratiques, de même que la démarche.

Les quantités d'azote apportées réellement ont été comparées sur quelques parcelles à celles préconisées dans le plan prévisionnel de fumure pour la campagne 2020-2021. Ces parcelles ne présentaient pas d'anomalies.

Aucun stockage au champ n'est enregistré sur le cahier d'épandage de cette campagne culturale.

Les exploitants ont indiqué ne pas en avoir réalisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## Nom du point de contrôle : Mise en œuvre des MTD

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

**Constats :** Les MTD contrôlées correspondent à celles validées par l'arrêté d'autorisation de 2017, à savoir :

- MTD 3 et 4 : l'alimentation est en multiphasés, avec adjonction de phytases,
- MTD 31 : la ventilation est dynamique dans les bâtiments de "la Turpinière" et statique dans le bâtiment du "Guittion". La litière est sèche et retirée après chaque lot.
- MTD 8 : les bâtiments sont isolés avec notamment 50 mm au plafond, l'éclairage est de type "basse consommation", les bâtiments sont équipés de brumisation, les bâtiments A et D sont chauffés avec des canons à air intérieurs, Le bâtiment E est muni de canons extérieurs, les bâtiments B et C sont chauffés par radiants...
- MTD 5 : l'abreuvement se fait grâce à des pipettes limitant la consommation et le gaspillage, le nettoyage est réalisé à haute pression, un registre des consommations d'eau permet de détecter d'éventuelles fuites...
- MTD 1 et 2 : une alarme permet de détecter les fuites, les conduits de ventilation sont régulièrement nettoyés...
- MTD 24 et 25 : un calcul des excréments d'azote et de phosphore (BRS) et des émissions d'azote (GEREP) est réalisé chaque année.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## Nom du point de contrôle : Émissions atmosphériques d'ammoniac

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020

**Constats :** La dernière déclaration GEREP a bien été réalisée (en 2021 pour l'année 2020). La déclaration GEREP 2022 (pour 2021) est prévue (par le bureau d'étude CBE).

**Type de suites proposées :** Sans suite

